



CENTRE FOR LOCAL PROSPERITY
www.centreforlocalprosperity.ca

Évaluer le potentiel de l'approvisionnement local comme moteur économique

Tendances en matière de dépenses chez les institutions publiques de base du Canada Atlantique

Janvier 2020

Résumé

En 2018, le *Centre for Local Prosperity* (« CLP ») faisait paraître le rapport ***Import Replacement: Local Prosperity for Rural Atlantic Canada*** (« Remplacer l'import : pour une prospérité locale des régions rurales du Canada atlantique »), selon lequel 40 % du total des capitaux de la région avaient été écoulés ailleurs. À la suite de cette étude, le CLP s'est penché sur les effets économiques potentiels d'effectuer localement une partie des dépenses d'approvisionnement de grandes institutions de la base du secteur public du Canada atlantique. Tout au long de cette étude, résumée ici et menée de 2019 à 2020, le CLP a collaboré avec cinq institutions du secteur public des provinces de l'Atlantique pour analyser leurs pratiques actuelles en matière de dépenses, afin de déterminer s'il serait possible de réduire les fuites économiques grâce à l'approvisionnement local.

Des réussites au Royaume-Uni et aux États-Unis ont démontré que des institutions pouvaient servir de moteur pour l'économie locale, notamment les « modèles de Preston et de Cleveland ». En somme, non seulement une augmentation de la portion locale des dépenses du secteur public entraîne-t-elle une stimulation économique directe, mais le fait de dépenser chez des entreprises locales entraîne un effet multiplicateur bien documenté sur les réinvestissements au sein de la collectivité.

Par le passé, la centralisation des services d'approvisionnement visait l'économie de coûts et de temps, l'achat en gros ou en vrac et le regroupement pour parvenir à des contrats moins nombreux, mais plus volumineux. Les ententes commerciales, les politiques internes et la complexité des processus d'adjudication ont favorisé les grands fournisseurs non locaux, capables d'accepter de gros contrats de besoins d'approvisionnement regroupés. Cette évolution a compliqué la recherche et l'embauche de petits fournisseurs locaux.

En revanche, la perception selon laquelle les ententes commerciales rendent impossible l'approvisionnement local est en voie d'être corrigée, à mesure que l'on se rend compte de la flexibilité qu'elles permettent. En effet, les institutions à la recherche d'approvisionnement peuvent revoir leurs critères d'évaluation et de notation afin d'exiger des résultats à l'échelle communautaire de la part de tous les soumissionnaires. Ainsi, il est possible d'effectuer des achats même en deçà des seuils limites ou d'appliquer des critères qui ne figurent pas dans ces ententes, comme des dépenses favorisant le développement économique non urbain ou l'alimentation locale, ou encore les entreprises à vocation sociale. Or, en stimulant l'activité économique locale et en renforçant les avantages sociaux, de telles stratégies génèrent de la

valeur à long terme pour le contribuable. Une analyse des dépenses suffirait aux institutions les plus prudentes pour cerner leurs « dépenses modifiables », qui peuvent être redirigées vers des fournisseurs locaux.

Les noms des cinq institutions étudiées, ainsi que les renseignements concernant leurs dépenses, ne sont pas détaillés ici par souci de confidentialité; nous présenterons toutefois des résultats cumulatifs non confidentiels. Ainsi, deux établissements d'enseignement postsecondaire de taille moyenne ont rapporté un taux de fuite (c'est-à-dire de dépenses effectuées à l'extérieur de leur province) de 59 %, et deux municipalités de taille moyenne, un taux de fuite de 25 %. Or, une transition de 10 % vers un approvisionnement local se traduirait, en moyenne, par 2,8 millions par année pour chacun de ces établissements d'enseignement, et par 1,8 million par année par municipalité, ce qui représenterait un nouveau stimulus économique potentiel pour leurs économies locales.

Ainsi, nos économies régionales pourraient profiter d'un sérieux coup de pouce si bon nombre d'établissements d'enseignement, de municipalités et d'autres grandes assises du secteur public adoptaient une stratégie visant à rediriger localement ne serait-ce qu'une part modeste de leurs pratiques d'approvisionnement.

Différents types de fournisseurs locaux peuvent répondre aux besoins d'une institution. Ces fournisseurs peuvent en être capables « tels quels », devoir prendre de l'expansion ou augmenter leur capacité, ou encore s'allier à d'autres fournisseurs semblables pour atteindre rapidement la capacité requise. Une institution pourrait avoir besoin de plusieurs années de travail pour mettre sur pied une chaîne d'approvisionnement locale réactive, ainsi que les infrastructures correspondantes et les mécanismes internes requis pour faire le suivi de leur progression au chapitre des dépenses locales.

Dans un contexte plus large, « la création de richesse communautaire » est une tendance mondiale visant à réorganiser les économies locales afin que la richesse ne soit pas extraite, mais réinjectée dans les communautés, grâce à des formes d'affaires productives à l'échelle locale. Ces entreprises « génératrices » sont des établissements au sein desquels la richesse produite est partagée entre les propriétaires, les travailleurs et les consommateurs, afin qu'elle puisse être réinjectée dans la population et les commerces locaux. Une stratégie intégrée de création de richesse communautaire doit notamment mettre à profit les besoins d'approvisionnement du secteur public pour former des chaînes de fournisseurs locaux, augmenter les flux d'investissement au sein des économies locales grâce aux richesses déjà existantes, élargir la fonction des actifs locaux détenus par des institutions de base, adopter des pratiques d'embauches équitables et veiller à la croissance d'entreprises locales qui ont un effet générateur sur l'économie de la région, contribuant par le fait même à retenir la richesse.

Les résultats de cette étude ciblent donc le potentiel de l'approvisionnement local comme base de nouvelles stratégies d'approvisionnement novatrices pour les institutions régionales. Une plus grande dépendance du secteur public à l'endroit de la production locale de biens et services pourraient non seulement constituer une réponse essentielle à l'incertitude causée par des marchés internationaux changeants, mais aussi représenter une stratégie de développement local à la fois innovante et nécessaire sur les plans économique et social. Dans un contexte de création de richesse communautaire, les institutions du secteur public peuvent être de puissants catalyseurs pour fonder des économies locales à la fois génératrices et résilientes.